

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
				X

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET DU MARCHÉ :

**BNT – AMELIORATION ET RENFORCEMENT DES INSTALLATIONS DE POMPAGE DES GBV -
FOURNITURE DE POMPES D'EPUISEMENT**

Référence du marché

<i>année</i>	<i>établissement émetteur</i>	<i>numéro</i>
2025	- SID - MED -	0235

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

SOMMAIRE

1	Dispositions générales.....	4
1.1	Objet et localisation des travaux	4
1.2	Intervenants à l'opération	4
1.3	Pièces contractuelles	5
1.4	Pièces délivrées à l'entrepreneur.....	5
1.5	Allotissement.....	5
1.6	Tranches optionnelles.....	5
1.7	Parties techniques.....	6
1.8	Confidentialité, mesures de sécurité	7
1.9	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	11
1.10	Modalités de communication.....	12
1.11	Résiliation du marché.....	12
1.12	Clauses sociales et environnementales	13
1.13	Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »	13
2	Prix et règlement des comptes	14
2.1	Répartition des paiements	14
2.2	Avance	14
2.3	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	15
2.4	Variation des prix.....	16
2.5	Paieement et règlement des comptes.....	18
2.6	Modifications du marché en cours exécution.....	21
2.7	Retenue de garantie	23
2.8	Contrôle des coûts de revient.....	23
3	Délais.....	23
3.1	Délais d'exécution des prestations	23
3.2	Prolongation des délais d'exécution	23
4	Réalisation des ouvrages	23
4.1	Implantation des ouvrages.....	23
4.2	Préparation, exécution et coordination des travaux.....	23
5	Contrôles, Admission et garanties	29
5.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de réalisation des prestations.....	29
5.2	Opérations de vérification – Délais de prise de décision	29
5.3	Réception, ajournement, réfaction et rejet	30
5.4	Garanties	30
6	Différends et litiges.....	31
6.1	Différends	31
6.2	Droit applicable	32
6.3	Mission ministérielle PME/PMI	32
6.4	Médiateur des entreprises.....	33
7	Pénalités et retenues	33
7.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	33
7.2	Autres pénalités et retenues	33

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

7.3	Cumul et plafonnement	34
8	Utilisation des resultats.....	34
8.1	Utilisation des connaissances antérieures	34
8.2	Utilisation des résultats.....	34
9	Assurances.....	34
9.1	Responsabilité	34
9.2	Dispositions communes.....	34
9.3	Assurance de responsabilité civile de droit commun.....	35
9.4	Assurance de responsabilité civile « décennale »	35
10	Demarche de certification « relations fournisseurs responsables(RFR) et de labellisation « relation fournisseurs et achats responsables (RFAR) ».....	35
11	Delivrance de certificat de bonne execution.....	35
12	Dérogations au CCAG MI.....	36
	ANNEXES.....	37
	ANNEXE N°1.....	38
	ANNEXE N°2.....	39

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la fourniture de pompes d'épuisement pour l'opération d'amélioration et de renforcement des installations de pompage des Grands Bassins Vauban.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Programme Technique Fonctionnel Détaillé (PTFD).

1.2 Intervenants à l'opération

1.2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Méditerranée (SID MED) de Toulon désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO MI)

La maîtrise d'ouvrage se fera assister en tant que de besoin par un organisme extérieur, appelé « assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO MI) ».

La mission d'AMO MI est assurée par la société :

BRL INGÉNIERIE - 1105 Avenue Pierre Mendès France - BP94001 - 30001 Nîmes Cedex 5

Ses principales missions sont les suivantes :

- Analyse des offres (participation à la commission technique et aux négociations)
- Analyse des documents remis au cours de la partie technique études
- Analyse des documents d'exécution,
- Visites de chantier et suivi de réalisations,
- Assistance en phase réalisation des prestations,
- Assistance en phase réception, essais et qualifications.

L'AMO MI contrôle le titulaire pendant toute la durée des études, des prestations ainsi que pendant les phases de réception et de qualification des ouvrages. Il participe aux réunions de chantier, contrôle l'avancement du projet et établit en partenariat avec la maîtrise d'ouvrage le suivi des évolutions et des non conformités du projet. Il vérifie également les projets de décompte et établit les comptes rendus de réunions.

Toute modification des missions sera portée à la connaissance du titulaire par ordre de service.

1.2.3 Contrôle technique

Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées ultérieurement.

1.2.4 Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, le chef de l'organisme utilisateur assure la coordination générale des mesures de prévention.

1.2.5 Coordination SSI

La nature des travaux faisant l'objet du marché n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendie.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

1.2.6 Tâches essentielles

Sans objet.

1.3 Pièces contractuelles

Par dérogation au 4.1 du CCAG MI, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

1. Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. **Le Programme Technique Fonctionnel Détaillé** (PTFD) et ses annexes. Les spécifications non portées au PTFD, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles du PTFD. En cas de contradiction entre les pièces écrites du PTFD et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.
4. L'état des prix forfaitaires / bordereau de prix unitaires / détail estimatif (E.P.F./ B.P.U./D.E.)

2. Pièces générales :

1. Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels** (CCAG MI) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels.
2. Les **documents techniques unifiés** en vigueur.

1.4 Pièces délivrées à l'entrepreneur

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais :

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

1.5 Allotissement

Sans objet.

1.6 Tranches optionnelles

1.6.1 Identification des tranches

Le marché est décomposé en tranches définies comme suit :

	Désignation
Tranche ferme - TF	Etudes du remplacement des 4 PE et démantèlement de la PE4-AG
Tranche optionnelle 1 – TO1	Remplacement de la PE4-AG

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Tranche optionnelle 2 – TO2	Remplacement et démantèlement de la PE1-AG
Tranche optionnelle 3 – TO3	Remplacement et démantèlement de la PE2-AG
Tranche optionnelle 4 – TO4	Remplacement et démantèlement de la PE3-AG
Tranche optionnelle 5 – TO5	Démantèlement du moteur de la PE4-AG

Le contenu technique des tranches est défini au PTFD.

Modalités d'affermissement :

Les tranches optionnelles pourront être affermies par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par un ordre de service d'affermissement.

Les prix, les quantités, les délais, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix seront ceux définis au présent marché.

Les ordres de service d'affermissement seront notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail, la date de l'avis de réception postale ou date de transmission par le titulaire étant retenue comme date de notification. En cas de transmission par mail, le titulaire accuse alors réception datée par retour de leur page de garde par mail.

1.6.2 Délais d'affermissement

Les prix et délais des tranches optionnelles s'entendent pour un affermissement des tranches dans les délais suivants qui constituent des délais objectifs :

- tranche optionnelle n°1 To + "6" mois
- tranche optionnelle n°2 To + "15" mois
- tranche optionnelle n°3 To + "27" mois
- tranche optionnelle n°4 To + "39" mois
- tranche optionnelle n°5 To + "39" mois

To étant la date effective de notification du marché.

En cas de retard, non imputable à l'État, dans l'exécution des tranches optionnelles n°1,2,3,4 et 5, les délais d'affermissement des tranches impactées seront reportés d'une durée équivalente à la durée du retard constaté.

1.6.3 Indemnités d'attente

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de retard dans l'affermissement de tranches optionnelles.

1.6.4 Indemnités de dédit

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de non-affermissement de tranches optionnelles.

1.7 Parties techniques

Le marché est décomposé en parties techniques au sens de l'article 26 du CCAG MI définies comme suit :

Tranche ferme - TF	Etudes du remplacement des 4 PE et démantèlement de la PE4-AG
Partie Technique n°1 – PT1	Dépose, transport et valorisation de la PE4 AG
Partie Technique n°2 – PT2	Expertise initiale de la PE4
Partie Technique n°3 – PT3	Etudes et conceptions des 4 PE

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Tranche optionnelle – T01	Remplacement de la PE4 AG
Partie Technique n°1 – PT1	Fabrication, contrôle et essais usine de la PE4
Partie Technique n°2 – PT2	Transport et installation de la PE4
Partie Technique n°3 – PT3	Essais de qualification sur site et mise en service, formations, remise du DOE de la PE4

Tranche optionnelle – T02	Remplacement et démantèlement de la PE1 AG
Partie Technique n°1 – PT1	Dépose, transport et valorisation de la PE1 AG
Partie Technique n°2 – PT2	Fabrication, contrôle et essais usine de la PE1
Partie Technique n°3 – PT3	Transport et installation de la PE1
Partie Technique n°4 – PT4	Essais de qualification sur site et mise en service, formations, remise du DOE de la PE1

Tranche optionnelle – T03	Remplacement et démantèlement de la PE2 AG
Partie Technique n°1 – PT1	Dépose, transport et valorisation de la PE2 AG
Partie Technique n°2 – PT2	Fabrication, contrôle et essais usine de la PE2
Partie Technique n°3 – PT3	Transport et installation de la PE2
Partie Technique n°4 – PT4	Essais de qualification sur site et mise en service, formations, remise du DOE de la PE2

Tranche optionnelle – T04	Remplacement et démantèlement de la PE3 AG
Partie Technique n°1 – PT1	Dépose, transport et valorisation de la PE3 AG
Partie Technique n°2 – PT2	Fabrication, contrôle et essais usine de la PE3
Partie Technique n°3 – PT3	Transport et installation de la PE3
Partie Technique n°4 – PT4	Essais de qualification sur site et mise en service, formations, remise du DOE de la PE3

Tranche optionnelle – T05	Démantèlement du moteur de la PE4-AG
Partie Technique n°1 – PT1	Dépose, transport et valorisation du moteur de la PE4-AG

Le contenu technique des parties techniques est défini au PTFD.

La date de départ du délai d'exécution de chaque partie technique sera fixée par un ordre de service qui sera notifié au titulaire du marché.

Par application de l'article 26 du CCAG MI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des parties techniques identifiées ci-dessus, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

1.8 Confidentialité, mesures de sécurité

1.8.1 Protection du secret de la défense

L'autorisation accordée aux travailleurs étrangers d'accéder au site sera obligatoirement soumise à son accompagnement par un personnel de nationalité française appartenant à l'entreprise titulaire du marché. Ce personnel devra impérativement avoir préalablement fait l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire), prévue dans l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexé à l'arrêté du 9 août 2021, à l'issue de laquelle le service enquêteur compétent aura émis. Si le résultat de l'enquête est autre que sans objection (AQSO) l'avis des officiers de sécurité des sites concernés

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

sera requis et la décision prononcée par ces derniers (accord ou refus d'accès) ne pourra être remise en cause.

La demande de délégation d'accompagnement ne pourra être initiée qu'une fois l'enquête administrative terminée et un contrôle primaire identifié comme valide (après retours des officiers d sécurité des sites si le résultat de l'enquête est AQSO). Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en cas de contrôle primaire non valide ou un délai de procuration de la délégation de conduite incompatible avec son planning prévisionnel.

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG MI.

Des documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » seront remis au futur titulaire **pendant la phase exécution du marché.**

Dispositions applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » désignés à l'annexe 1 du présent CCAP

Les dispositions applicables aux documents et support portant la mention « Diffusion Restreinte » sont les suivantes :

1. Les informations objet des documents et supports désignés à l'**annexe 1**, sont la propriété du ministère des armées, sauf mention expresse particulière.
2. Le titulaire s'engage :
 - à ne communiquer ces documents et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
 - à retranscrire les obligations du présent article à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du présent marché ;
 - à ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de la personne publique.
 - à disposer de matériels informatiques homologués pour traiter et stocker ce type de documents.
 - à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du présent marché, aux informations contenues dans les documents et supports désignés à l'annexe 1, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans le présent article.
3. Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.
4. Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article même après achèvement ou résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.
5. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :
 - l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

- l'instruction ministérielle n° 900/ARM/DEF/CAB/NP du 15 mars 2021 sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
 - l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).
6. Les documents et supports désignés en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », qui n'ont pas été remis au titulaire lors de la procédure de passation du marché, lui seront remis par la personne publique lors de la réunion de lancement du marché.
7. Les documents et supports désignés en annexe 1 et portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire. La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le titulaire et communiquées par ce dernier à la personne publique sur simple demande.
8. Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports figurant en annexe 1 et désignés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction ou restitution dans les conditions du paragraphe 11.
9. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution du marché.
10. Le titulaire s'engage à transmettre les documents et supports portant la mention « Diffusion restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, uniquement :
- à l'intérieur des locaux de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;
 - vers l'extérieur :
 - o sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - o par voie postale en recommandé par accusé de réception France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer ;
 - o par voie postale, vers l'étranger, en recommandé par accusé de réception sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.
- Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports portant également la mention « Spécial France », et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, ne soient communiqués, en aucune circonstance, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ni à une entreprise de droit étranger.
11. Pour le traitement, le stockage, l'impression ou la transmission des informations ou support portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission du type logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J). Le titulaire fournira une attestation d'homologation du système d'information signé par l'autorité d'homologation de l'entreprise. Les documents informatiques qui portent également la mention « Spécial France » ne peuvent être acheminés, par voie électronique, que par un canal national spécifique de transmission offrant toutes les garanties de sécurité et de cloisonnement répondant notamment aux exigences visées à la dernière phrase du paragraphe 10.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

12. A l'issue des opérations de vérification, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe 1 et portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- détruire par broyage rendant impossible leur reconstitution même partielle les documents et supports figurant en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 (y compris, le cas échéant, à exiger la destruction de celles réalisés par ses sous-contractants) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;

1.8.2 Niveau de protection du secret

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

1.8.3 Accès à l'enceinte militaire

A/ Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier (titulaires, sous-traitants, cotraitants) sera établie et fournie par le titulaire dès la notification du marché. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article R 620-3 du code du travail, introduit par le décret n°86524 du 13 mars 1986, le pouvoir adjudicateur exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

B/ Contrôle d'accès

Les personnels des entreprises devant se rendre sur le site militaire où se déroulera le marché devront avoir satisfait aux formalités d'accès dudit site et être munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les titres d'accès (badges) qui auront délivrés seront à restituer à l'issue.

La décision d'octroi d'un titre d'accès **relève de l'autorité militaire responsable du site**, sur la base d'une enquête administrative fondée sur l'arrêté du 09/08/2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale et l'arrêté du 15/03/ 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreintes et sensibles.

L'enquête administrative (contrôle primaire) à laquelle doit être soumise **toute personne (titulaire, sous-traitants, cotraitants) appelée à pénétrer dans l'enceinte militaire** à l'intérieur de laquelle seront exécutés les travaux nécessite le dépôt de fiches de renseignements **avant toute demande d'accès. Le modèle de contrôle primaire, ainsi que ses consignes de remplissage seront fournis par le responsable de l'opération.**

Le formulaire de contrôle primaire doit être renseigné **en début de la partie technique 1 de la tranche ferme**, et adressé avec l'ensemble des pièces requises au bureau sécurité :

e-mail : esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intradef.gouv.fr

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Les formalités de demandes d'accès, ainsi que celles relatives à l'accompagnement des travailleurs étrangers décrites à l'article 1.8.1 du présent document, à récupérer auprès du responsable de l'opération devront ensuite être initiées par le titulaire et ses sous-traitants déclarés, elles sont à adresser au bureau des accès :

e-mail : esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Le délai de traitement des accès peut varier en fonctions des délais de traitement du service enquêteur désigné. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à un éventuel retard de délivrance des autorisations d'accès qui peuvent varier en fonctions des délais de traitement du service en enquêteur désigné dans l'arrêté du 09/08/2021 et l'arrêté du 15/03/2021 précédemment cités. Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

1.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG MI, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les documents suivants et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention,
 - au pouvoir adjudicateur,
 une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.
- Par ailleurs, le titulaire informe également :
 - le chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous le plan de prévention
 - le pouvoir adjudicateur,
 - et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,
 du nombre d'heures d'arrêt de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus.
- Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

1.10 Modalités de communication

Les communications d'informations entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG MI.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG MI, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG MI, le titulaire accuse réception datée de ces ordres de service par retour de leur page de garde par courriel. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG MI, le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi du courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur.

1.11 Résiliation du marché

Les dispositions des articles L. 2195-1 à 2195-6 du code de la commande publique s'appliquent.

Les cas de résiliation sont également décrits aux articles 41 à 48 du CCAG MI.

En complément de l'article 44.1 du CCAG MI, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, présentée à l'article 1.13 du présent document, mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

1.12 Clauses sociales et environnementales

1.12.1 Insertion par l'activité économique

L'exécution du marché ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

1.12.2 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG MI, le titulaire veille à ce que les prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

Le démantèlement ainsi que la revalorisation des aciers des anciennes pompes d'épuisement est prévu au marché.

De plus, une certification ISO 14001 (Management environnemental) est demandée au titulaire.

En complément de l'article cité ci-dessus, le correspondant « Environnement et gestion des déchets » du titulaire est le garant du respect des exigences du PTFD et de ses annexes en matière d'environnement. Son rôle est défini dans la SMAQ.

En cas de changement de correspondant, le titulaire est tenu de communiquer les coordonnées du nouveau correspondant.

1.12.3 Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux

En présence de laines minérales, elles sont certifiées EUCB, certification garantissant que les productions de laines minérales des industriels européens répondent bien aux critères d'exonération de cancérogénicité définis par la directive européenne 97/69/CE.

De façon générale, tous les produits à mettre en œuvre devront respecter la classe d'émission A+ de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, de revêtement de mur et de sol, des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

Le titulaire s'engage, lors de la remise des fiches techniques des matériaux et produits, à apporter la preuve que les produits utilisés répondent aux présentes spécifications. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

1.13 Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. Le dispositif « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ... Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

2 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

2.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire (ou mandataire et cotraitants en cas de groupement) et ses sous-traitants.

2.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé en application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant de la tranche considérée est supérieur à **50 000 € HT** et que la durée d'exécution de la tranche est supérieure à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

L'option A décrite à l'article 12.1 du CCAG MI s'applique, ainsi le montant de l'avance est fixé à **30 %** du montant TTC de la tranche diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois ; si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à **30 %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des prestations exprimé en mois.

2.2.1 Avance au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

2.2.2 Modalités de paiement et de remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R. 2191-11 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

Le remboursement pourra débuter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **50%** des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **80 %** des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification de la tranche considérée.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'acte d'engagement.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

2.3 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

2.3.1 **Forme et contenu des prix**

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés par des prix forfaitaires et unitaires.

L'évaluation de l'ensemble des prestations, telle qu'elle résulte du détail estimatif, figure à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 11.1.3 du CCAG MI, les prix du marché sont hors T.V.A.

Ils sont réputés établis **sans préjudice de l'article 11.1.3 du CCAG MI** :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché.
- En considérant un nombre d'arrêts de chantier, inclus au BPU, du fait de l'administration durant les différentes tranches. Dans le cas d'un arrêt de chantier inférieur à 2 heures, ¼ de journée sera comptabilisé.
- En considérant un nombre de rejet de demandes de coupure des installations électriques égal à 4.
- En tenant compte des jours de gardiennage usine et BNT inclus au BPU.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées.
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
- En tenant compte des coûts de réalisation des études complémentaires jugées nécessaires par le titulaire pour l'établissement des documents d'études ;
- En tenant compte de toute modification de méthodologie, phasage et moyens nécessaires à la réalisation des prestations et essais, issus de l'analyse des dossiers de sûreté travaux, des programmes des opérations de qualifications ;
- En tenant compte des coûts de l'ensemble des moyens et matériaux nécessaires à la réalisation des essais ;
- En tenant compte des frais nécessaires aux essais et épreuves prévus aux pièces particulières du marché ;
- En tenant compte des coûts liés à la formation (outillage, appareil de mesure, etc.).
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion environnementale, le tri, et toute mise en œuvre de documents comme le PRE, SOGED ... Les prix comprennent les éventuelles analyses complémentaires pouvant être réclamées par les centres de déchets au titulaire.
- Le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des prestations résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.
- Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toute réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire.
- En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filière équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filière par le maître d'ouvrage.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions du 11.1.3 du CCAG MI :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses prestations,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses prestations.
- Les frais nécessaires à la protection des prestations,
- Les frais de manutention, d'emballage, de transport et d'assurance.
- Les frais de protection des prestations, notamment du vol.
- les déplacements ;
- tous les moyens, outillages et/ou matières nécessaires à la prestation ;
- l'organisation, la planification, la réalisation des prestations, y compris toutes les sujétions découlant du phasage des prestations en fonction des contraintes opérationnelles de la base navale et des coupures ;
- les vérifications ;
- les contrôles réglementaires ;
- les contraintes énumérées dans le PTFD, et notamment les contraintes liées à la sûreté nucléaire ;
- les essais de fonctionnement ;
- l'établissement des dossiers.

2.3.2 Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

Fluides et énergie :

Pour les prestations relevant des PT3 et 4 et se déroulant sur le site de la Base navale de Toulon, le titulaire devra relier à ses frais et risques la ou les nouvelles pompes aux réseaux suivants appartenant au pouvoir adjudicateur :

- Électricité (prise de courant triphasé 400 V – 50 Hz, sans neutre avec terre, distribué dans les postes HTBT NACRE ou MUREX situés sur le terre-plein central, régime de neutre IT impédant) ;

Les frais de consommation d'électricité seront, hors frais de branchement, à la charge du pouvoir adjudicateur. Les démarches et demandes d'autorisation de raccordement sont à la charge du titulaire. Le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

2.4 Variation des prix

2.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025, ce mois est appelé « mois zéro ».

2.4.2 Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisables suivant les modalités fixées à l'article 2.4.3 ci-après.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

2.4.3 Modalités de calcul de variation des prix

2.4.3.1 Choix de l'index de référence

Les index de référence I, choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont ceux visés dans le tableau ci-après.

-	ICHT rev-TS IME Indice Industries mécaniques et électriques (charges incluses) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565183
-	CPF 27.12 – Indice 010764224 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Matériel de distribution et de commande électrique – Base 2021

Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse suivante :

ICHT rev-TS IME <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

CPF 27.12 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764224>

2.4.3.2 Formule de variation des prix

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (0,7 \times ICHT_n / ICHT_0) + (0,3 \times CPF_n / CPF_0)$$

Dans laquelle **I_n** et **I₀** sont les valeurs prises par l'index de référence I, défini à l'article 2.4.3.1 ci-avant, respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

- **ICHT rev-TS IME_n** est la valeur de l'index défini au mois d'exécution des prestations,
- **ICHT rev-TS IME₀** est la valeur de l'index défini au mois zéro,
- **CPF 27.12_n** est la valeur de l'index défini au mois d'exécution des prestations,
- **CPF 27.12₀** est la valeur de l'index défini au mois zéro.

La valeur finale des index ICHT rev-TS IME et CPF 27.12 à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

2.4.4 Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités ne sont ni actualisées ni révisées.

2.4.5 Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

2.4.6 Application de la TVA

La TVA est fixée à titre indicatif. Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

2.5 Paie ment et règlement des comptes

Conformément à l'article 12.2 du CCAG MI, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et des règlements partiels définitifs établis comme suit.

2.5.1 Demandes de paiement

La demande de paiement mensuelle est établie conformément à l'article 12.3 du CCAG MI.

Chaque demande de paiement électronique, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera arrêtée en toutes lettres, datée, signée électroniquement et devra conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, toujours comporter les éléments essentiels suivants :

- La date d'émission de la demande de paiement ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la demande de paiement comportant leurs numéros SIRET ou SIREN ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la demande de paiement, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (Code SE : **D1076EY083**) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire des prestations réalisés ;
- Le montant de l'acompte mensuel en HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total de la demande de paiement, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- En cas de groupement, le montant des prestations effectuées par chaque membre du groupement ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la demande de paiement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Si un sous-traitant est intervenu :

- le montant HT et TTC de la part sous-traitée ;

Les demandes paiement comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

En l'absence de l'une des mentions précitées ou d'une quelconque disposition réglementaire telle que prévue à l'article 242 nonies A du CGI ou encore dans le cas de remise d'une demande de paiement avant achèvement des prestations à régler, la demande de paiement sera rejetée sans donner droit à paiement d'intérêts moratoires.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des prestations, en application de l'article 12.5.1 du CCAG MI et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique,

2.5.2 Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur

Il est fait application de l'article 12.6 du CCAG MI.

2.5.3 Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 12.7 du CCAG MI.

Après admission des prestations de chaque partie technique, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement donnant lieu à un règlement partiel définitif.

La demande de paiement est établie par le titulaire conformément aux articles 12.3 et 12.8 du CCAG MI. Le titulaire y joint obligatoirement les pièces nécessaires à la justification du montant figurant sur la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement pour le solde est la date de réception figurant sur l'ordre de service portant décision d'admission des prestations du pouvoir adjudicateur ou la réception de la facture si celle-ci est postérieure.

2.5.4 Transmission des demandes de paiement

En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les sociétés ayant contracté des contrats avec l'Etat sont tenues depuis le 01/01/2017 de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les demandes de paiement destinées aux services de l'Etat et de suivre l'état d'avancement de leur traitement. Le N° de SIRET des services de l'Etat est le : 11000201100044.

Pour déposer ses demandes de paiement sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations suivantes :

- La référence de l'Engagement Juridique (n° d'EJ) : **information obligatoire portée sur le marché**
- Le code du Service Exécutant (SE) du SID MED, code SE : **D1076EY083**,
- Le numéro du SIRET,
- Le numéro du marché,
- Le numéro de la demande de paiement qui ne doit pas dépasser 16 caractères.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de leur paiement. A défaut, les demandes de paiement seront rejetées pour information insuffisante pour relier la demande de paiement à un acte d'achat du SID MED.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission sont accessibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

2.5.5 Délais de paiement

Les pouvoirs adjudicateurs, paient les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de trente (30) jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-12 à R. 2192-23 du code de la commande publique.

Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14, R. 2192-31 à R. 2192-34, R. 2192-36 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

2.5.6 Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

2.5.7 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

2.5.7.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 13.1 du CCAG MI.

2.5.7.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance indique pour les sous-traitants à payer directement les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Utilisation de SUBCLIC

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, **le titulaire et aux sous-traitants utilisent les services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.4 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du marché.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est en **annexe 2** au présent CCAP.

2.5.7.3 Sous-traitance indirecte

En vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte la déclaration de sous-traitance mentionnée supra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur. Le même formalisme sera systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Le paiement de toutes les sommes dues par l'entrepreneur aux sous-traitants non payés directement quel que soit leur rang sont garanties à peine de nullité du sous-traité (ou contrat de sous-traitance). Cette garantie devra revêtir exclusivement la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue, par l'entrepreneur, donneur d'ordre, auprès d'un établissement qualifié.

2.5.7.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu au 13.2 du CCAG MI, le titulaire joint au projet de décompte, une **attestation indiquant la somme à régler** par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, signée par celui des cotraitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Si le cotraitant qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

2.6 Modifications du marché en cours exécution

Les modifications en cours d'exécution du présent marché seront réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles L. 2194-1, L. 2194-2, R 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur.

2.6.1 **Prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

En complément des dispositions prévues à l'article 23 du CCAG MI, le pouvoir adjudicateur peut demander par ordre de service une proposition de prix pour des prestations supplémentaires ou modificatives avant l'ordre de service visé à l'article 23.1 du CCAG MI.

En cas de demande, de la part du pouvoir adjudicateur, d'étude ou de réalisation de prestations modificatives, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de l'ordre de service, ce délai sera d'un mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur lui notifiera par ordre de service un prix d'attente.

2.6.2 **Clauses de réexamen**

En application de l'article 25 du CCAG MI, les modifications suivantes peuvent apportées :

2.6.2.1 Substitution d'un nouveau titulaire visé par une procédure collective

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L. 622.13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché en substituant au titulaire initial un nouveau titulaire..

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

La substitution fera l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intégrera le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du contrat.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il sera fait application des dispositions de l'article 42.2 du CCAG MI relatif à la résiliation.

2.6.2.2 Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout autre évènement

Lorsque, sans que l'exécution du marché soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 15 (quinze) jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il sera fait application des dispositions des articles 1.11 du CCAP et des articles 42 à 45 du CCAG MI relatifs à la résiliation.

2.6.2.3 Modification des clauses de variation des prix en cas de suppression ou de modification d'index

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- Si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venaient à être modifiés,
- Si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 2.4.3.1 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

La modification sera actée par avenant.

2.6.2.4 En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

2.7 Retenue de garantie

Il n'est pas demandé au titulaire de constituer une retenue de garantie.

2.8 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

3 DELAIS

3.1 Délais d'exécution des prestations

Le délai global d'exécution de l'ensemble des prestations du marché est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de chaque partie technique court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Pour les parties techniques comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au pouvoir adjudicateur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

3.2 Prolongation des délais d'exécution

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des prestations font l'objet d'un simple ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.3.2 du CCAG MI, le titulaire dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen écrit (courriel...).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché.

4 REALISATION DES OUVRAGES

4.1 Implantation des ouvrages

4.1.1 Piquetage Général

Sans objet.

4.1.2 Piquetage spécial

Sans objet.

4.2 Préparation, exécution et coordination des travaux

4.2.1 Programme d'exécution des prestations

Il est procédé, au début de la PT1 de la tranche ferme, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du pouvoir adjudicateur :

- Délivrance des autorisations d'accès (demande à effectuer par le titulaire dès la notification du marché) ;
- Invitation du titulaire à la réunion de lancement ;

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

- Communication au titulaire des consignes arrêtées par le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours dans le cadre des prestations réalisées sur le site de la BNT ;
- Établissement du plan de prévention qui couvre l'ensemble des prestations sur la Base Navale de Toulon jusqu'à la réalisation des essais.

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

- Désignation d'un interlocuteur avec le RPA ;
- Présentation de l'équipe dédiée au projet et rôles attribués à chaque membre de l'équipe ;
- Etablissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dès la notification du contrat ;
- Établissement et présentation au représentant du pouvoir adjudicateur d'un planning général détaillé portant sur les études au **plus tard trois semaines après la notification du contrat** ;
- Présentation des dispositions prévues en matière de production et de calendrier de remise des livrables ;
- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 10 du CCAG MI dès la notification du contrat ;
- Remise aux sous-traitants d'un exemplaire du plan de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé et d'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

4.2.2 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des prestations, est à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, et simultanément à l'AMO MI qui recevra un exemplaire de tous les documents, sous format papier en 2 exemplaires pour les livrables émis au statut « applicable », et un exemplaire sous format informatique, dans les conditions prescrites dans le PTFD.

De plus, le titulaire transmet les documents d'exécution sous format informatique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose de **2 mois** au plus pour les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles.

Le titulaire disposera alors de **10 jours ouvrés maximum** pour émettre un nouvel indice et transmettre le document au représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'expose à des pénalités en cas de non-respect de ce délai (cf. article 7.2 du présent CCAP).

Le processus est itératif jusqu'à acceptation sans observation des documents d'exécution par le représentant du pouvoir adjudicateur.

4.2.3 Délai de remise des documents après d'exécution

En amont de la transmission de l'ensemble des exemplaires du dossier d'exploitation et de maintenance (DEM) final, le titulaire doit transmettre au RPA deux exemplaires papier et un exemplaire sur support

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

informatique. Le RPA dispose d'un délai total de **2 mois** maximum à compter de la remise des dossiers complets pour effectuer un contrôle et retourner au titulaire, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose d'un délai de **1 mois** pour mettre à jour le DEM et transmettre l'ensemble des exemplaires demandés au RPA (soit deux exemplaires en version papier et un exemplaire sur un support numérique) suite à la transmission des éléments à modifier par le SID MED.

4.2.4 Suspension de prestations

Il est fait application de l'article 24 du CCAG MI.

4.2.5 Organisation, sécurité et protection de la santé

4.2.5.1 Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (pièces citées à l'article 1.3 du présent CCAP) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

4.2.5.2 Gestion des déchets de chantier

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier et en complément de l'article 29.4 du CCAG MI, le titulaire est contractuellement responsable de la gestion des déchets créés de par l'exécution du présent contrat, jusqu'à valorisation ou élimination.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé au 7.2.5 du présent CCAP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.

Gestion des déchets de chantier via Trackdéchets

La réglementation relative au à la gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD) a changé. Le SID en tant que pouvoir adjudicateur est producteur des déchets.

L'utilisation du télé service *TRACKDECHETS* est obligatoire depuis le 01/07/2022.

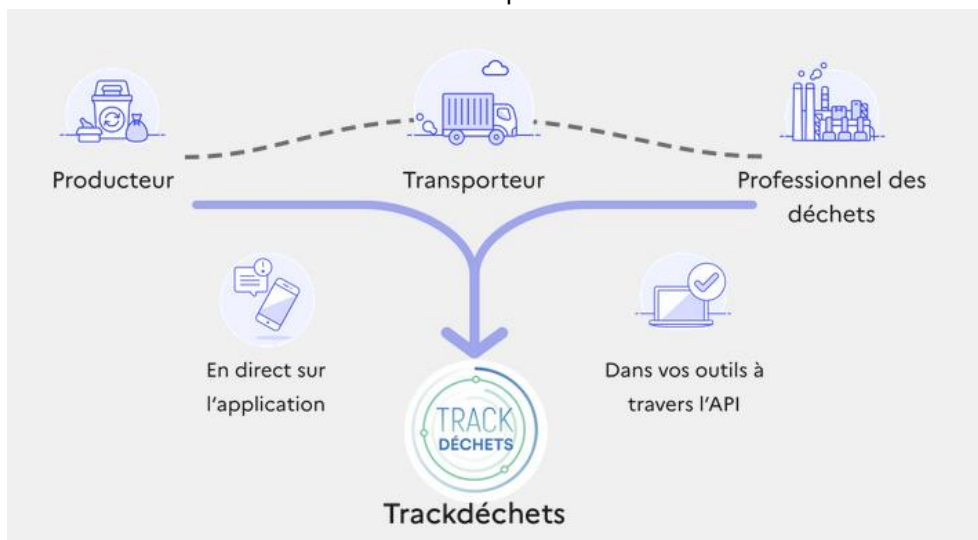
- Le décret n° 2021-321 a rendu obligatoire la dématérialisation des bordereaux de suivi (BSD) en matière de traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Lien internet : <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login> ;
- Plateforme unique du Ministère de la Transition Ecologique permettant de dématérialiser l'ensemble des BSD/registre de suivi de déchets des secteurs privés et publics ;
- Nécessite une connexion internet ;
- **Plus de BSD papier**, uniquement sur Trackdéchets pour l'ensemble des acteurs : producteur de déchets, transporteur et éliminateur ou centre de stockage/valorisation).
 - Lorsqu'un BSD est émis par le producteur, l'ensemble des acteurs concernés par ce déchet ont accès au BSD (producteur, transporteur, société d'entreposage, de traitement) et ce, pour chaque étape de la vie du déchet.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

- Prise en charge des **déchets dangereux**, les **déchets amiantés**, les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) mais également des fluides frigorigènes.

Chaque BSD émis doit être rattaché au producteur de déchets, en l'occurrence le SID MED.

- Pour les déchets du SID, il est donc essentiel que le BSD soit émis par un acteur bien identifié (SID ou transporteur), afin qu'il soit recensé dans le registre déchet du SID Méditerranée généré automatiquement sur l'outil ;
- Attention, si le titulaire émet le BSD pour le SID Méditerranée, elle ne pourra pas le rattacher au compte de l'établissement et c'est bien le titulaire qui sera considérée comme producteur du déchet ;
- Consignes : faire générer le BSD par le transporteur qui a une place identifiée dans la chaîne du BSD et faire rattacher ce BSD au SID Méditerranée par le nom ou le n° de SIRET 13000190200332.



Emettre un BSD - Informations à collecter :

Le titulaire doit fournir au SID Méditerranée (représentant du pouvoir adjudicateur désigné au titre du marché et aux transporteurs les informations suivantes afin que le BSD soit complet :

- Description du déchet :
 - Nature du déchet
 - Code déchet
 - Dangérosité
 - Volume
 - Condition de stockage.
- Identification des acteurs.
 - **Transporteur** : SIRET/ Adresse / **Contact (nom, téléphone, courriel)** / Habilitation à transporter des déchets dangereux par route le cas échéant * ;
 - **Centre de Stockage / Tri/ Valorisation / Elimination** : SIRET / Adresse / **Contact (nom, téléphone, courriel)** / Autorisation pour regrouper/stocker/trier/valoriser/éliminer les déchets ** ;
 - **Numéro du CAP** : Certificat d'acceptation préalable en centre de tri / stockage / élimination / valorisation.

* *Récépissé de déclaration en Préfecture pour l'activité de transport par route / Certificat d'inscription sur le registre des transporteurs routiers de marchandises et des loueurs de véhicules industriels*

** *Récépissé préfectoral ou arrêté préfectoral d'autorisation pour exploiter une installation de regroupement, transit ou tri de déchets / Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre d'enfouissement ou d'incinération*

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Mise au point et contacts pour les prestations :

Une information et une mise au point sur l'utilisation de Trackdéchets seront réalisées en période de démarrage du marché entre les représentants de l'administration et le titulaire.

Les personnes de contact seront désignées par ordre de service lors de la phase de démarrage du marché.

En cas de non-respect de ces dispositions des pénalités seront appliquées conformément à l'article 7.2.5 du présent CCAP.

4.2.5.3 Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS)

Conformément à l'article L541-2 du code de l'environnement « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion » et il « est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers ». L'article L541-7 du code de l'environnement prévoit que toute personne produisant des terres excavées tienne à la disposition de l'administration toutes les informations listées dans ce même article et notamment toutes les informations relatives à l'origine et à la destination de chaque lot de terres excavées.

Est concerné par ces exigences de traçabilité tout chantier dont le volume total des terres excavées est supérieur à 500 m3, dès lors qu'elles sont évacuées du chantier ou qu'elles sont réutilisées sur le même chantier dans un rayon supérieur à 30 km.

Le pouvoir adjudicateur confie, sous sa responsabilité, au titulaire la charge de satisfaire aux exigences de traçabilité des terres excavées du chantier. Cette mission est réputée rémunérée par le barème des prix relatifs aux travaux objets du présent marché.

A ce titre, le représentant du titulaire du marché devra :

- Créer un compte sur le RNDTS à son nom ;
- Créer un établissement au nom de son entreprise sur le RNDTS ;
- Accepter la délégation de la traçabilité pour ce chantier sur la plateforme RNDTS ;
- Déclarer au plus tard le dernier jour du mois suivant la date d'expédition d'un lot de terres toutes les informations attendues dans le RNDTS ;
- Réaliser un contrôle interne de la conformité des registres de terres excavées déclarées par rapport :
 - o Au décret du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
 - o À l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Un dernier niveau de contrôle sera réalisé par le pouvoir adjudicateur qui pourra accéder à l'ensemble des déclarations réalisées pour le chantier depuis son propre compte.

4.2.5.4 Sécurité et protection de la santé sur le chantier - Application de la réglementation du travail

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan de prévention.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Contrôle Général des Armées - Inspection générale du travail dans les armées – Antenne de Toulon

CS 942 – 83800 TOULON Cedex 9

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

4.2.5.5 Règles de circulation, voiries et signalisation

Le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les prestations. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont considérées comme des voies publiques.

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du PTFD.

Si, à l'occasion des prestations, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

Toutefois, si le PTFD stipule pour ces transports ou ces circulations des dispositions telles que des itinéraires obligatoires, des limitations de charge ou de vitesse, des périodes d'interdiction, et si le titulaire ne se conforme pas à ces stipulations, il supporte seul la charge des contributions ou réparations.

4.2.5.6 Consignes particulières, horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants :

Sur la base navale de Toulon :

- du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00 ;
- le vendredi de 8h00 à 12h00.

Le titulaire pourra effectuer son chantier :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du pouvoir adjudicateur, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon au numéro suivant : **06.86.15.63.02**.

4.2.5.7 Mesures de sécurité contre l'incendie

Travaux par points chauds – permis de feu : En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc., le titulaire du marché devra obtenir au préalable l'autorisation du pouvoir adjudicateur qui lui délivrera un permis de feu, visé par le responsable du site.

Protection contre l'incendie : L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- l'obligation de désigner sur le chantier un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité,
- l'obligation de s'informer sur les consignes de sécurité en vigueur sur la Base navale de Toulon.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

4.2.6 Réunions

4.2.6.1 Réunion de suivi de projet

Les réunions auront lieu à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage à raison d'**une fois par mois** a minima. Des réunions pourront être organisées à l'initiative du titulaire dans les locaux de la maîtrise d'ouvrage, mais leur réalisation sera soumise à l'accord de la MOA.

Ces réunions auront lieu conformément aux spécifications du PTFD.

4.2.6.1 Réunions et visites d'inspection et essais en usine

La convocation aux « réunions de chantier » se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par la maîtrise d'ouvrage. La convocation pourra éventuellement se faire par ordre de service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par la maîtrise d'ouvrage et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des visites en usine sera a minima **d'une visite tous les trimestres**. Leur fréquence exacte sera définie au moment des prestations en concertation avec la maîtrise d'ouvrage.

Les réunions sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution par le titulaire. A chaque réunion, il sera établi par le titulaire un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage selon des modalités déterminées par celle-ci.

L'AMO et le contrôleur technique assisteront aux réunions de chantier s'ils le jugent utile ou s'ils y sont invités par le représentant du pouvoir adjudicateur.

4.2.7 Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution du marché.

5 CONTROLES, ADMISSION ET GARANTIES

5.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de réalisation des prestations

En complément des articles 22 et 32 du CCAG MI, les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus au PTFD sont assurés :

- sur le chantier par le responsable de projets / représentant du pouvoir adjudicateur assisté par l'AMO MI et le CT,
- en contrôle interne, par le titulaire et son contrôleur technique, tel que défini à l'article 1.2.3 du présent CCAP,
- en usine par le titulaire pour les essais et contrôle avec la présence du représentant du pouvoir adjudicateur accompagné de l'AMO.

5.2 Opérations de vérification – Délais de prise de décision

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG MI, la décision du pouvoir adjudicateur d'admettre ou d'ajourner ou de rejeter les prestations intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais de vérification et de prise de décisions	Point de départ du délai de vérification
Partie technique 3 - TF	30 jours	Livraison de l'ensemble des livrables en version définitive

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

Par dérogation à l'article 34 du CCAG MI, l'absence de prononcé de la décision du pouvoir adjudicateur dans les délais mentionnés supra, **ne vaut pas décision d'admission tacite**.

L'admission de la **partie technique 3** de la TF sera prononcée lorsque l'ensemble des plans et documents (y compris documents à caractère SN) nécessaires à la réalisation des prestations et la commande des matériels auront été validés avec avis favorable par le pouvoir adjudicateur et, les documents SN présentés et validés par les instances locales.

Tous les documents établis par le titulaire au cours des études de conception pourront être analysés, notamment, par le contrôleur technique, le consultant technique et environnement.

En cas de remarque(s) ou de réserve(s), à l'issue de ces analyses respectives, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces réserves et soumet à nouveau les documents complétés ou modifiés, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation des délais d'exécution de ses prestations définis à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est spécifié que les observations qui pourront être émises sur les documents du titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur laissent au titulaire la totalité de la responsabilité, pour ce qui est de la conception des ouvrages.

L'admission de la **partie technique des TO (Fabrication, contrôle et essais usine)** sera prononcée au vu des résultats concluants des essais prévus au PTFD ainsi que de la fourniture, si nécessaire, d'un compte-rendu de levé des réserves usines constatées lors de la vérification en usine réalisée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire fournira un compte-rendu détaillé de tous les contrôles usine qui auront été réalisés par ses soins.

5.3 Réception, ajournement, réfaction et rejet

À l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce :

Soit :

- L'admission, si les prestations répondent aux stipulations du marché, dans les conditions définies par l'article 34.1 du CCAG MI.

Soit :

- L'ajournement dans les conditions définies par l'article 34.2 du CCAG MI ;
- La réfaction dans les conditions définies par l'article 34.3 du CCAG MI ;
- Le rejet dans les conditions définies par l'article 34.4 du CCAG MI.

La décision ainsi prise doit être notifiée au titulaire dans les délais définis dans le tableau ci-avant.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG MI, l'absence de prononcé de la décision du pouvoir adjudicateur dans les délais de constatation mentionnés à l'article 33.1 du CCAG MI, **ne vaut pas décision d'admission tacite**.

5.4 Garanties

5.4.1 Délai de garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG MI, le délai de garantie est de **2 ans** à compter de la date d'effet de la réception.

- Cette garantie s'entend comme étant une **garantie totale de bon fonctionnement** comprenant fourniture et main d'œuvre (frais de déplacement du personnel inclus) concernant tout le matériel reconnu défectueux.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

- Toute indisponibilité supérieure à 5 jours ouvrés, causée par ces interventions en garantie, repousse la date de fin de la garantie totale d'une période égale à l'indisponibilité constatée.
- Cette garantie couvre le démontage, le remplacement et le remontage des parties de la prestation qui seraient à l'usage reconnues défectueuses. Cette obligation s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage et au transport de matériel, nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que celle-ci soit retournée à cette fin dans ses établissements.
- Les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations sont déterminés par décision du pouvoir adjudicateur, après consultation du titulaire. Ils peuvent être sanctionnés par des pénalités selon les dispositions de l'article 15 du CCAG MI et calculées sur la valeur des ouvrages dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations.
- Le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais, dans le cas où ceux-ci sont fixés hors marché par le pouvoir adjudicateur.
- Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

Il est expressément convenu entre les parties que la garantie légale contre les vices cachés, résultant des articles 1641 à 1649 du Code Civil, s'applique en totalité au présent contrat.

5.4.2 Garanties particulières

Les garanties suivantes sont applicables pour les prestations objet du présent marché :

- ➔ Garantie totale de bon fonctionnement : La durée de la garantie citée à l'article 5.4.1 est étendue sur une période totale de **5 ans** à compter de la date d'admission des prestations dans les mêmes conditions que celles décrites dans l'article précédent.
- ➔ Garantie particulière fabricant : Le titulaire s'engage à produire les certificats de garantie des fabricants portant mention de l'étendue en nature et en durée qui s'applique aux équipements au-delà de la garantie de bon fonctionnement au plus tard au démarrage des opérations de vérification. Cette clause s'applique également pour les équipements installés par les sous-traitants.
- ➔ Garantie particulière pour matériau de type nouveau : Si le titulaire utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un D.T.U., soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la bonne tenue du matériau pendant un délai de **5 ans** à partir de la date d'admission des prestations. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage.

6 DIFFERENDS ET LITIGES

6.1 Différends

6.1.1 Recours administratif préalable obligatoire

Si un différend survient entre le titulaire et l'acheteur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à l'acheteur et en adresse copie au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 49.3 du CCAG MI, l'acheteur notifie au titulaire sa décision motivée dans le délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. Le silence gardé pendant le délai de 60 jours fait naître une décision implicite de rejet.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

En complément de l'article 12.7.3 du CCAG MI relatif au solde du marché, en cas de contestation sur le montant des sommes dues, les motifs de ce refus ou des réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire de réclamation. Ce désaccord sera réglé conformément aux dispositions contractuelles du présent article.

Par dérogation à l'article 49.3 du CCAG MI, lorsque l'acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision de l'acheteur ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense son mémoire de réclamation complémentaire développant les motifs de sa contestation à l'adresse suivante :

Direction Centrale du Service d'infrastructure de la Défense
Département Stratégie et Pilotage des Achats Infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure
3, rue de l'indépendance américaine CS 80601
78013 VERSAILLES Cedex

La décision relative au règlement de ce différend appartient au directeur central, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du directeur central, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 49.4 et 49.5 du CCAG MI.

6.1.2 Comité consultatif de règlement amiable des différends

En application du chapitre VII du livre I de la partie II du code de la commande publique, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Le comité consultatif compétent est :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
CCIRA de Marseille - Madame PIETRI
Place Félix Baret CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06
Tél. : 04 84 35 45 54

6.2 Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 49 du CCAG MI, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Toulon (83)
5 rue Racine
CS 40510
83041 Toulon cedex 9
Tél : 04 94 42 79 30

6.3 Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le titulaire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 0800 02 71 27 (appel gratuit) ou 07 60 15 87 35 en région.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

6.4 Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

7 PENALITES ET RETENUES

7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sont appliquées dans les conditions de l'article **15.1 du CCAG MI**.

7.2 Autres pénalités et retenues

7.2.1 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10 % du montant HT de la tranche du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

7.2.2 Manque d'assiduité aux réunions

En cas d'absence à une réunion ou de retard supérieur à 30 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 €**.

7.2.3 Inobservation des mesures de sécurité

A chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500 €** par infraction sera appliquée au titulaire du marché.

7.2.4 Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200 €** par constatation.

7.2.5 Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En complément de l'article 29.4 du CCAG MI, le titulaire en infraction aux règles régissant la gestion des déchets encourt, sur constatation du pouvoir adjudicateur, avec mise en demeure préalable restée sans effet, les pénalités suivantes :

Pénalité de retard de non remise des documents au titre du marché (BSD) de 100 € HT par jour calendaire par rapport à la date précisée dans la demande.

7.2.6 Remise du DEM (Dossier d'Exploitation et de Maintenance)

Il sera appliqué une retenue de **50 000 €** par tranche jusqu'à la date d'acceptation, par le pouvoir adjudicateur, du DEM, remis dans les conditions stipulées à l'article 4.2.2 du CCAP.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

En cas de non remise du DEM, cette retenue provisoire est transformée en pénalité journalière de 1000 € HT jusqu'à concurrence du montant de la retenue.

7.2.7 Inobservation des procédures qualité

En cas de non-respect des procédures qualité applicables au marché, notamment lors du passage des différents points critiques et points d'arrêt, ou de non-respect d'une procédure d'exécution, il sera appliqué une pénalité de **1000 €** par constatation.

7.3 Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG MI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG MI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné à 10 %.

8 UTILISATION DES RESULTATS

Le pouvoir adjudicateur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans les pièces particulières du marché.

8.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 37.2 du CCAG MI.

Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées par l'article 38 du CCAG MI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

8.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 40.1 du CCAG MI.

Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 40.2 du CCAG MI.

9 ASSURANCES

9.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

9.2 Dispositions communes

Par dérogation l'article 10.2 du CCAG MI, le titulaire ainsi que tous les sous-traitants éventuels devront justifier qu'ils ont contracté les polices d'assurances précisées aux articles 9.3 et 9.4 ci-après en fournissant une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

9.3 Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

9.4 Assurance de responsabilité civile « décennale »

L'opération n'est pas soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances.

Toutefois, le titulaire du marché doit avoir souscrit une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les dispositions des articles 1792 et suivants du Code Civil en cours de validité au jour de la notification du marché le garantissant pour les travaux confiés.

10 DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES(RFR) ET DE LABELLISATION « RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises vous accompagne dans cette démarche, pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

11 DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser au service d'achat qui lui a notifié le marché.

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

12 DEROGATIONS AU CCAG MI

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.3	4.1
1.10	3.8.2
2.3.1	11.1.3
3.2	14.3.2
5.2	33.1 et 34
5.3	34
5.4.1	36
6.1.1	49.3
7.3	15.2 et 15.3
9.2	10.2

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

ANNEXES

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
1	Liste des documents et supports identifiés en « Diffusion Restreinte »	1.8.1
2	Guide de démarrage SUBCLIC	2.5.7.2

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

ANNEXE N°1

Cette annexe contient 1 page

Liste des documents et supports identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » remise lors de cette consultation

EN PHASE EXECUTION AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les documents suivants contiennent la mention « Diffusion Restreinte » :

Numéro d'annexe	Dénomination	Documents contenus	Classification (DR/NP)
Annexe 1	Conditions d'environnement	DR - BAR_2A_RSN_SIT_XXXXX_000405C	DR
Annexe 10	Fiche guide 18	DR - Fiche Guide 18 (IP16)	DR
Annexe 16	Documents de sûreté	MOD-0001-RAN-Modele-de-DST	DR

	BNT – Amélioration et renforcement des installations de pompage des GBV - Fourniture de pompes d'épuisement	Version : 1.0
		Date : 14/08/2025

ANNEXE N°2

Cette annexe contient 8 pages

GUIDE DE DEMARRAGE SUBCLIC